Le Brésil a infligé à Washington un revers qu'il ne lui pardonnera pas

Par Frank , 27 octobre 2026

Le Brésil a infligé à Washington un revers qu'il ne lui pardonnera pas

La victoire de Lula écartera pour l'instant les ingérences américaines, mais le camp Bolsonaro et les pressions étrangères resteront des forces puissantes dans la lutte à venir



Par Tarik Cyril Amar, historien et spécialiste de la politique internationale. Il est titulaire d'une licence en histoire moderne de l'université d'Oxford, d'un master en histoire internationale de la London School of Economics (LSE) et d'un doctorat en histoire de l'université de Princeton. Il a bénéficié de bourses de recherche au Holocaust Memorial Museum et au Harvard Ukrainian Research Institute, et a dirigé le Center for Urban History à Lviv, en Ukraine. Originaire d'Allemagne, il a vécu au Royaume-Uni, en Ukraine, en Pologne, aux États-Unis et en Turquie.

Au Brésil, le président sortant de gauche, Luiz Inácio Lula da Silva – simplement appelé Lula – a remporté de manière décisive un second tour électoral spectaculaire face à son adversaire de droite – et favori des États-Unis –, Flávio Bolsonaro. Son parrain de fait, le président américain Donald Trump, ayant laissé entendre qu'il n'interviendrait pas ouvertement, Bolsonaro, après avoir initialement refusé de reconnaître sa défaite, a dû accepter le résultat dans les faits. Un résultat que nous pouvons dès à présent qualifier d'historique. Sur le plan de la politique intérieure brésilienne, il confirme Lula dans son statut de maître de la politique et de grand homme d'État. À l'aube de son quatrième

mandat, il a défié son âge, mais aussi les tentatives acharnées des Américains pour l'affaiblir par la guerre économique et les sanctions, ainsi que par des manœuvres déloyales sur les réseaux sociaux.

Lula a également rompu avec les schémas traditionnels des élections présidentielles brésiliennes. Avant de remporter le second tour, il avait perdu le premier ; jamais auparavant un candidat n'avait réussi un tel retournement de situation, qui paraissait improbable. Grâce à une refonte rapide de sa campagne, comprenant une prise de conscience tardive de l'importance des réseaux sociaux, et à une forte mobilisation des électeurs dans tout le pays, Lula est le premier à y parvenir.

Pour le Brésil, il s'agissait d'une élection décisive qui aurait pu avoir des conséquences fatales. Si Bolsonaro avait gagné, le pays aurait certainement perdu sa souveraineté au profit d'une politique de soumission enthousiaste à la doctrine Donroe des États-Unis. Ce qui a été imposé au Venezuela par la violence et la trahison aurait été réalisé au Brésil au moyen d'élections sous pression. Le pays aurait alors rejoint le récent virage à droite de l'Amérique latine et sa soumission accrue à Washington.



Il est presque aussi certain que Flávio Bolsonaro aurait trouvé le moyen de mettre fin à la démocratie dans son propre pays. Son père, l'ancien président Jair Bolsonaro, a déjà essayé de le faire. Aucun membre du puissant clan Bolsonaro n'a jamais exprimé le moindre regret au sujet de la tentative de coup d'État avérée de Jair Bolsonaro. Au contraire, Flávio et son frère Eduardo, qui réside désormais aux États-Unis, cherchent à se venger. Ajoutons à cela la réputation sulfureuse de Flávio, liée à ses relations présumées avec le crime organisé et même avec des escadrons de la mort, reconnues jusque dans les colonnes du très droitier The Economist, et sa victoire aurait pu être synonyme de catastrophe pour de nombreux Brésiliens.

Bien des balles – certaines au sens littéral – ont été évitées. Cependant, échapper au danger n'est pas la même chose que remporter une victoire définitive. Celle-ci n'a pas eu lieu. La victoire de Lula est nette, avec une avance de largement plus de trois points de pourcentage sur Bolsonaro, mais cela ne change rien au fait que ce dernier a tout de même recueilli plus de 48 % des suffrages. Le bolsonarisme a été battu, mais pas anéanti.

Il en va de même pour le principal et le plus dangereux allié du clan Bolsonaro : Washington. Il ne fait aucun doute que les États-Unis ont subi un revers, avant tout sur le plan géopolitique. Leur projet visant à enfermer l'Amérique latine dans la cage de l'impérialisme de la doctrine Donroe a été ébranlé.

Et ce coup est douloureux, car le Brésil est la cible principale de Washington en Amérique du Sud. Par sa situation géographique, sa taille, sa démographie, ses performances économiques et son potentiel, le Brésil est si important qu'aucun empire américain réorganisé dans son « arrière-cour » ne pourra jamais être complet sans lui.



Examinons quelques indicateurs fondamentaux. Selon la Banque mondiale, le Brésil compte 213 millions d'habitants, ce qui en fait le septième pays le plus peuplé du monde. Il est également fortement urbanisé, avec près de 90 % de sa population vivant dans les villes et les zones urbaines. Il est technologiquement avancé : près de 93 % des Brésiliens ont accès à au moins la 3G et près de 85 % utilisent Internet.

Les indicateurs économiques sont notoirement complexes et difficiles à comparer, mais le Brésil possède incontestablement la plus grande économie d'Amérique du Sud. Il occupe également une place élevée au niveau mondial. Le Fonds monétaire international prévoit que son PIB en 2026 (corrigé en fonction de la parité de pouvoir d'achat) atteindra près de 5 300 milliards de dollars, ce qui en ferait la huitième économie nationale du monde, devant notamment le Royaume-Uni, la France, la Corée du Sud et, plus près de lui, le Mexique.

Le Brésil dispose aussi d'importantes réserves de pétrole brut et demeure le premier producteur de pétrole d'Amérique du Sud. Placer ces richesses sous contrôle américain et les ajouter à ce que Washington tente actuellement de piller au Venezuela serait un rêve pour les géostratèges comme pour les milieux d'affaires américains. D'autant plus qu'environ la moitié de la production pétrolière du Brésil est actuellement vendue à la Chine, le rival que l'Amérique redoute le plus.

Plus important encore, la Chine est de loin le premier partenaire commercial du Brésil. Les échanges commerciaux sino-brésiliens atteignent des niveaux records et continuent de croître, tandis que le Brésil constitue la première destination des investissements directs chinois à l'étranger. La doctrine Donroe a été conçue non

seulement pour rétablir la domination américaine en Amérique latine, mais aussi, plus précisément, pour en écarter la Chine.



Et comme si tout cela ne suffisait pas à irriter les partisans de l'empire hémisphérique à Washington, le Brésil est aussi une grande puissance dans le domaine des minéraux critiques. Selon des données américaines, les réserves brésiliennes de minéraux critiques se classent au deuxième rang, derrière celles de la Chine, et dépassent de loin celles de pays comme l'Inde et l'Australie, sans même parler de celles des États-Unis.

Ajoutons à cela que le Brésil de Lula a également joué un rôle majeur au sein des BRICS, dans les projets de multipolarité et de remise en cause de la domination du dollar, ainsi que dans la résistance à Israël et à ses crimes, notamment le génocide contre les Palestiniens. Washington pourrait difficilement être plus désireux de soumettre cette gigantesque épine plantée dans ce qu'il considère comme son flanc sud.

Quel prix à remporter ! Et à perdre. Pour l'instant, les États-Unis ont perdu. Mais précisément parce que le Brésil est si crucial, Washington ne renoncera pas. Au contraire, le bon score électoral de son favori, Flávio Bolsonaro, et le fait que son parti dominera le Congrès brésilien ne feront que renforcer la détermination américaine. De nombreuses possibilités de semer la division, de mener des opérations de subversion et de recourir aux manœuvres les plus douteuses pour provoquer un changement de régime restent encore à exploiter.

Le Brésil a obtenu un répit vital. Mais la lutte n'est pas terminée. L'empire ripostera. Il le fait toujours. Cela signifie que Lula et ses alliés brésiliens devront poursuivre et élargir la modernisation de leur approche, amorcée pendant le second tour, notamment en menant une politique cohérente visant à garantir la souveraineté brésilienne dans le domaine des réseaux sociaux. Cela signifie également que les amis du Brésil dans le monde, en particulier ceux qui sont tout autant engagés dans le projet de multipolarité, comme la Chine et la Russie, devront réfléchir sérieusement à la manière de mieux soutenir le Brésil face aux pressions américaines.

Par Frank Dumon : Plus tôt dans la journée, Bolsonaro a annoncé que le juge Alexandre de Moraes, de la Cour suprême du Brésil, lui avait ordonné de remettre

ses passeports. Cette décision est liée à une enquête pour blanchiment d'argent – une affaire qui, selon les médias brésiliens, impliquerait des sociétés de jeux d'argent et des entreprises appartenant à son avocat, Willer Tomaz. Une autre enquête est également en cours concernant de possibles faits de corruption liés au financement d'un film consacré à son père, l'ancien président Jair Bolsonaro.

« Je ne suis plus autorisé à quitter le pays », déclare Bolsonaro dans une vidéo publiée sur Instagram, dans laquelle il qualifie également cette situation de « tentative manifeste d'intimidation ». Ce ne serait pas la première fois qu'un membre de la famille se rend à l'étranger. Son père, Jair, s'est réfugié aux États-Unis après avoir perdu l'élection de 2022 face à Lula. À son retour, il a été condamné à plus de 27 ans de prison pour tentative de coup d'État. Eduardo, le frère cadet de Flávio, est lui aussi parti aux États-Unis et craint d'être arrêté dès son retour au Brésil.

Mise à jour – 27 octobre 2026 : Flávio Bolsonaro a quitté le Brésil à destination des États-Unis après sa courte défaite lors de l'élection présidentielle de dimanche. Reuters a confirmé son départ mardi, en s'appuyant sur deux sources proches du dossier. Selon plusieurs médias brésiliens, le sénateur de droite aurait voyagé avec son épouse et leurs deux filles. Il craindrait d'éventuelles poursuites pénales dans le cadre d'enquêtes judiciaires en cours.



Son départ est intervenu peu après que le juge Alexandre de Moraes, de la Cour suprême fédérale du Brésil, lui eut interdit de quitter le territoire national et ordonné de remettre ses passeports dans un délai de 24 heures. Bolsonaro avait initialement déclaré qu'il n'avait aucune intention de quitter le Brésil et qu'il se conformerait à la décision judiciaire. Il n'a cependant pas respecté le délai imparti, ce qui a conduit les autorités brésiliennes à invalider ses documents de voyage et à ouvrir des recherches pour déterminer où il se trouvait. Les circonstances exactes de son départ restent incertaines.

Selon le quotidien brésilien Folha de S.Paulo, des sources proches de la famille Bolsonaro affirment que l'administration du président américain Donald Trump était informée de son départ et serait disposée à lui accorder l'asile politique. Toutefois, ni le dépôt éventuel d'une demande d'asile ni une quelconque décision du gouvernement américain n'ont été officiellement confirmés. Les informations selon lesquelles Bolsonaro aurait transité par l'Argentine ont également été contestées par les autorités argentines, qui ont déclaré ne disposer d'aucune trace officielle de son entrée sur leur territoire.

Lors du second tour de l'élection présidentielle, organisé le 25 octobre 2026, le président sortant Luiz Inácio Lula da Silva a battu Flávio Bolsonaro avec environ 51,8 % des suffrages valablement exprimés contre 48,2 %, obtenant ainsi un quatrième mandat présidentiel. Bolsonaro a initialement contesté le résultat du scrutin, bien que son Parti libéral ait ensuite reconnu la victoire de Lula.

Au Brésil, Flávio Bolsonaro fait toujours l'objet d'enquêtes judiciaires concernant des soupçons de blanchiment d'argent et des liens financiers avec l'avocat Willer Tomaz ainsi qu'avec des entreprises associées aux plateformes de jeux d'argent en ligne. Les enquêteurs examinent d'importantes transactions financières qui auraient pu servir à dissimuler l'origine de certains fonds. Une enquête distincte porte sur de présumées irrégularités entourant le financement de "Dark Horse", un film consacré à son père, l'ancien président Jair Bolsonaro. Flávio Bolsonaro nie toute implication dans des activités illégales liées à ces affaires. À ce jour, ces enquêtes n'ont donné lieu à aucune condamnation pénale à son encontre.

Son frère cadet Eduardo Bolsonaro, qui réside aux États-Unis, a été condamné dans une affaire distincte, en juin 2026, à quatre ans et deux mois de prison pour avoir exercé des pressions illégales dans le cadre des procédures judiciaires engagées contre leur père. Cette condamnation ne concerne pas Flávio Bolsonaro.

Sources

Reuters – Le départ de Flávio Bolsonaro vers les États-Unis, 27 octobre 2026

Folha de S.Paulo – Informations concernant un éventuel asile politique, 27 octobre 2026

EFE – Enquêtes judiciaires visant Flávio Bolsonaro, 26 octobre 2026

Associated Press – La condamnation d'Eduardo Bolsonaro, juin 2026